

GROUPE PUBLICIS :

Maurice est-il atteint de cécité ?

Nous savions que la cécité est un état désastreux : pour ceux qui en souffrent d'abord, mais surtout pour ceux qui en vivent les conséquences chaque jour.

Pour Maurice Lévy, interviewé tout récemment par le magazine l'Express, la règle n'en est malheureusement que confirmée.

Nous profitons de l'occasion pour lui demander :

- Comment concevoir d'avoir hissé Publicis au rang qu'il occupe, sans le travail de milliers de salariés, qui ne sont jamais cités ?
- Comment imaginer que 19,6 millions de rémunération n'est pas une somme exagérée quand 75% des salariés de Publicis ont eu une augmentation inférieure à l'inflation ou pas d'augmentation du tout ?
- Comment déclarer que son «entourage» aspire tant à «quitter le pays» quand des millions de gens ne demandent qu'à travailler et gagner leur vie dignement en France ?
- Comment affirmer qu'on a été «trainé dans la boue» et même «piétiné dans son pays» quand un juste débat a été initié, en particulier par un syndicat et les salariés de son entreprise, au sujet des trop fortes rémunérations des patrons ?
- Comment parler de «difficulté d'harmonie avec tout ce qui symbolise la réussite, l'argent ou le succès» quand cette réussite se traduit trop souvent en paradis fiscaux et en millions détournés ?
- Comment dénigrer en permanence les mesures de progrès social quand on vient de remporter le budget de 15 millions d'euros de la communication d'un gouvernement socialiste ?

Info'Com-CGT Publicis, seul syndicat a avoir dénoncé le bonus indécent de 16 millions de Maurice Lévy et les pratiques douteuses consistant à faire signer une pétition pour le soutenir, rappelle suite à cet interview que nous demandons :

- Une plus juste répartition des richesses au sein du groupe Publicis en accordant une augmentation supérieure à l'inflation pour tous les salariés du groupe ;
- Que les salaires des dirigeants du groupe n'excèdent pas 20 fois le plus bas salaire du groupe en France ;
- Que les excellents résultats du groupe permettent de mettre fin aux inégalités, notamment de salaires hommes-femmes, inacceptables dans une société française du CAC 40 dont le Conseil de surveillance est présidé par Elisabeth Badinter ;
- Une limite au recours abusif des stagiaires et autres précaires, en négociant un plan pluriannuel d'embauche et d'amélioration de leur situation.

COMMUNIQUÉ



INFO'COM-CGT PUBLICIS :

publicis@infocomcgt.fr

Fanpage des salariés : Facebook.com/LeLionRugissant

Twitter : CGTPublicis